

Direction Risques Industriels

Perpignan, le 02/03/2023

Unité inter-départementale de l'Aude et des Pyrénées-Orientales

Cellule Contrôles Techniques et Environnement Sud

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/03/2023

Contexte et constats

Publié sur 

LAFARGE GRANULATS (Carr BAIXAS)

RD 612

34750 Villeneuve-lès-Maguelone

Réf : 2023-034-PR

Code AIOT : 0006601371

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/03/2023 de la carrière exploitée par la société LAFARGE GRANULATS implantée aux lieux-dits : Sarat de la Pieta, Papelauque Las Esperenes, Le Fournas sur la commune de Baixas.

L'inspection a été annoncée le 23/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles des ICPE qui fixe une périodicité annuelle de visite pour ce site.

L'inspection a pour objet de vérifier la situation administrative du site et par sondage la situation de l'installation au regard de la réglementation « ICPE ».

Les thèmes retenus pour cette inspection sont :- récolement des actions correctives suite aux constats de l'inspection du 24/05/2022

- récolement des actions correctives suite aux constats de l'inspection du 07/06/2022

- prescriptions sécheresse (action nationale)

- pollutions accidentelles (action régionale)

Le référentiel d'inspection utilisé est l'arrêté d'autorisation et l'arrêté ministériel du 22/09/1994 relatif aux carrières.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAFARGE GRANULATS (Carr BAIXAS)
- lieux-dits:Sarat de la Pieta, Papelauque Las Esperenes, Le Fournas 66390 Baixas
- Code AIOT : 0006601371
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

Initialement la société PROVIA SA a été autorisée par arrêté du 10/11/1972 à exploiter une carrière de calcaire située sur la commune de BAIXAS aux lieux-dits « Las Espereres » et Serrat de la Pietat ».

La société EURL « les carrières de BAIXAS et de l'AGLY », a été autorisée par arrêté du 26/07/1991 à poursuivre et étendre l'exploitation de cette carrière de calcaire pour une production maximale de 2.000.000 tonnes par an et une durée de 30 ans (fin d'autorisation au 26/07/21).

Cette autorisation a été transférée au groupe LAFARGE en 1998. Suite à des restructurations internes au groupe, la dénomination sociale de l'exploitant a fait l'objet de plusieurs changements ; l'exploitant actuel est la SAS LAFARGE GRANULATS.

La société Lafarge Granulats a été autorisé par arrêté du 02/07/2021 (rubrique ICPE 2510-1) à poursuivre l'exploitation de cette carrière pour 15 années et approfondir le fond de fouille de 10 mètres.

La carrière située sur la commune de BAIXAS, aux lieux-dits « Las Espereres », « Le Fournas » et « Serrat de la Pietat » a une surface de 45,6 ha. La production annuelle maximale autorisée est de 800.000 tonnes (production moyenne de 600.000 t/an).

Les matériaux produits sont actuellement utilisés comme granulats pour le bâtiment et les travaux publics.

Les matériaux sont transformés sur place dans une l'unité de traitement de 1360 kW qui dispose d'un arrêté préfectoral sans limite de durée datant du 10/08/2011. De même, les autres installations classées du site (stations de transit visées par les rubriques ICPE 2516-2517) disposent d'attestations administratives autorisant leur exploitation sans limite de durée et de manière indépendante à l'autorisation préfectorale de la carrière.

La méthode d'exploitation reste globalement identique a celle de la demande de renouvellement de 1991. Elle prévoit une exploitation à l'explosif en phase descendante par gradins successifs de 15 m de hauteur jusqu'à la cote 90 m NGF pour le point le plus bas, avec une ouverture progressive des différents niveaux d'exploitation jusqu'aux limites du site.

La remise en état de la carrière se fera avec les stériles d'exploitation et également grâce à l'accueil de matériaux inertes externes au site. Ces matériaux supplémentaires permettront un talutage / remblaiement plus important de la carrière.

La carrière dispose d'un forage d'eau sous le régime de la déclaration pour un prélèvement maximal de 7 m³/h, 160 m³/j et 24 000 m³/an.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La visite de terrain a porté sur les installations suivantes :

- plateforme engins / décanteur déshuileur / bassin de rétention / infiltration
- cuvettes de rétention
- station météo
- dispositif de traitement autonome des eaux usées
- réserve incendie
- zone débroussaillée au nord de la carrière et vérification de la clôture par sondage
- mare temporaire au sud.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
5	Aménagement s préliminaires (Nouvelle autorisation)	Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 8.1.1	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
6	Notification exploitation (Nouvelle autorisation)	Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 8.1.2	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
22	PC1 – Aire de ravitaillement et d'entretien	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1.I	/	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
26	Plan de circulation des eaux de ruissellement	Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 4.2.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Moyens incendie	Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 7.7.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
2	Débroussaillage (Nouvelle autorisation)	Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 8.1.5	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
3	Conseil écologique (Nouvelle autorisation)	Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 8.3.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
4	Qualité des effluents rejetés (Inspection 2021 - SMDS6)	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.2.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
7	Cloture (Nouvelle autorisation)	Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 8.1.4	Susceptible de suites	Sans objet
8	Intégration paysagère (Nouvelle autorisation)	Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 8.1.6	Susceptible de suites	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Mesures d'accompagnement (Nouvelle autorisation)	Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 8.3.1	Susceptible de suites	Sans objet
10	Programme de surveillance (Nouvelle autorisation)	Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 9.1	Susceptible de suites	Sans objet
11	Bilan environnemental (Nouvelle autorisation)	Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 9.3.3	Susceptible de suites	Sans objet
12	Bilan consommation d'eau (Inspection 2021 - SMDS4)	Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 9.2.5	Susceptible de suites	Sans objet
13	Eaux domestiques	Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 4.3.3	Susceptible de suites	Sans objet
14	Inventaire produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 7.2.1	Susceptible de suites	Sans objet
15	Contrôle de l'étanchéité des rétentions	Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 7.6.1	Susceptible de suites	Sans objet
16	Données météorologiques	Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 9.2.4	Susceptible de suites	Sans objet
17	Gestion et suivi des zones de stockage – suivi déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	Susceptible de suites	Sans objet
18	Gestion et suivi des zones de stockage – Localisation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	Susceptible de suites	Sans objet
19	Plan de gestion des déchets – nature et quantité	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Susceptible de suites	Sans objet
20	Plan de gestion des déchets – mesures de prévention	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Susceptible de suites	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
21	Plan de gestion des déchets – traitement des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Susceptible de suites	Sans objet
23	PC2 – Stockage	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1.II	/	Sans objet
24	PC3 – Elimination	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1.III	/	Sans objet
25	PC4 –Eaux rejetées	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.2.3 I	/	Sans objet
27	PC5 – Emissaires	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.2.3 II	/	Sans objet
28	PC6 – Arrêté d'autorisation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.2.3 III	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de vérifier que l'exploitant a globalement pris en compte les constats de non-conformité relevés lors des 2 inspections réalisées en 2022.

Il a toutefois été relevé 2 faits restant non-conformes (plan de bornage, et plateforme engins) qui conduisent l'inspection à proposer une mise en demeure.

Une 3ème non-conformité a été relevée concernant l'absence de plan de circulation des eaux superficielles.

Ces faits sont récapitulés dans les fiches de constats figurant au rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Moyens incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 7.7.1
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 24/05/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
Prescription contrôlée : <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...] • d'une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et fournir un débit de 60 m³/h minimum.</p> <p>L'exploitant est en mesure de justifier la disponibilité opérationnelle permanente de la réserve d'eau incendie. [...]</p>
Constats : Visite du 24/05/2022 : La réserve incendie de 120 m ³ n'est pas en place. Visite du 01/03/2023 : L'inspection a constaté que la citerne incendie (bâche souple muni d'un raccord pompier) a été mise en place au Nord des installations de traitement, sur une plateforme aménagée. Le volume est de 120 m ³ .
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Débroussaillage (Nouvelle autorisation)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 8.1.5
Thème(s) : Risques chroniques, feu
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 24/05/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites
Prescription contrôlée : <p>Le périmètre de la carrière doit être débroussaillé en permanence sur un périmètre de 50 m autour du site. Les opérations de débroussaillage seront réalisées à des périodes limitant l'impact de l'opération sur la faune. L'exploitant doit pouvoir justifier des périodes retenues.</p>
Constats : Visite du 24/05/2022 : <p>Le débroussaillage n'a pas été réalisé dans un périmètre de 50 m autour du site. Il est noté que depuis l'autorisation de l'installation le 21 juillet 2021, l'exploitant ne satisfait pas cette prescription. L'exploitant indique qu'il envisage de réaliser cette opération en fin d'année 2022 sous réserve de l'avis de l'écologue qui doit définir les périodes propices à ces opérations de débroussaillage.</p> <p>Visite du 01/03/2023 :</p> <p>L'exploitant transmet :</p> <ul style="list-style-type: none">- le rapport Ecomed "Encadrement écologique" ref 2211-RP3927-AMO-CARR-LAFARGE-BAIXAS66 du 28/11/2022 qui précise pour ce qui concerne le débroussaillage (§3) que "l'idéal est d'intervenir à l'automne (entre septembre et fin novembre au plus tard) ou alors avant le printemps (février/début mars). L'idéal est d'intervenir quand les températures sont les plus clémentes sur ces périodes afin de permettre aux reptiles de fuir" ;- le devis de la SAS PECH Prestation Service concernant le travail de débroussaillage sur une surface de 17,5 ha et confirme que les opérations de débroussaillage sont en cours, ont été réalisées à 50 % et doivent être finalisées d'ici le 15 mars 2023. <p>A terme l'exploitant envisage de réaliser le débroussaillage tous les 2 ans en 2 campagnes annuelles (1ère moitié du périmètre sur une année, 2e moitié l'année suivante). Au cours de la visite l'inspection a visualisé par sondage la bonne réalisation de l'opération de débroussaillage sur la partie nord du site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Conseil écologique (Nouvelle autorisation)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 8.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi biodiversité
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 24/05/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
Prescription contrôlée : <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en œuvre les mesures d'accompagnement, d'évitement et de réduction mentionnées dans la demande d'autorisation, à savoir notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">• A5. Conseil écologique et suivi de l'efficacité des mesures en phase d'exploitation [...]
Constats : Visite du 24/05/2022 <p>Mesure A5 :</p> <p>L'exploitant n'a pas pris conseil d'un écologue pour le suivi de l'efficacité des mesures en phase d'exploitation. L'exploitant indique qu'il va procéder la commande à un écologue prochainement pour établir un plan de suivi et d'efficacité des mesures en phase d'exploitation.</p> <p>Visite du 01/03/2023</p> <p>L'exploitant confirme que le bureau d'étude Ecomed accompagne le personnel de la carrière pour le suivi écologique du site et présente le premier rapport annuel 2022 (rapport réf : 2211-RP3927-AMO-CARR-LAFARGE-BAIXAS66 du 28/11/2022). Ce rapport confirme la mission, à savoir la mise en œuvre des mesures d'évitement, d'atténuation, d'accompagnement et de suivis prévues par l'arrêté préfectoral.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Qualité des effluents rejetés (Inspection 2021 - SMDS6)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, eau
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 24/05/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
Prescription contrôlée : <p>Référentiel : Article 18.2.3 de l'AMPG du 22/09/1994 Eaux rejetées (eaux d'exhaure, eaux pluviales et eaux de nettoyage) :</p> <p>I. Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- le pH est compris entre 5,5 et 8,5;- la température est inférieure à 30 °C;- les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NF T 90 105);- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (D.C.O.) à une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NF T 90 101);- les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NF T 90 114)... <p>Écart à corriger suite à l'inspection du 6/05/2021) :</p> <p>L'exploitant doit fournir un plan d'entretien et d'amélioration de ces deux ouvrages afin de viser la conformité de la qualité des effluents à la sortie des ouvrages.</p>
Constats : Visite du 24/05/2022 <p>Les analyses réalisées en sortie du décanteur montrent des dépassements pour les matières en suspension depuis plusieurs années.</p> <p>L'exploitant doit proposer un plan d'action réaliste vis-à-vis de la persistance d'une valeur de matières en suspension dans l'eau rejetée supérieure à la norme.</p> <p>Visite du 01/03/2023</p> <p>L'exploitant précise que le rejet du décanteur déshuileur s'effectue dans un bassin de rétention / infiltration et qu'il n'y a pas de rejet dans un cours d'eau.</p> <p>En l'absence de pluie les prélèvements sont effectués à la sortie du décanteur après un nettoyage de la plate-forme engins à l'aide d'une lance. Ce mode de prélèvement ne correspond pas à un rejet "normal" d'eau de ruissellement et peut aussi expliquer la charge en matières en suspension. Par ailleurs l'arrêté d'autorisation n'impose pas, en l'absence de rejet permanent, de périodicité pour la réalisation des analyses.</p> <p>Lafarge fait réaliser des mesures du rejet du décanteur de sa propre initiative pour vérifier principalement la conformité sur le paramètre hydrocarbures (paramètre toujours conforme).</p> <p>L'exploitant présente le registre pour le suivi du déshuileur de la plate-forme engins ; derniers nettoyages réalisés les 16/12/2022 et 10/02/2023. L'exploitant précise que la consigne prévoit un nettoyage semestriel comprenant le curage par une entreprise extérieure et le nettoyage.</p> <p>Le rejet du décanteur s'effectuant dans un bassin de rétention / infiltration, le dépassement sur les MES à la sortie du décanteur ne constituent pas une non-conformité à l'article 18.2.3 de l'AMPG du 22/09/1994.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Aménagements préliminaires (Nouvelle autorisation)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 8.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, divers
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 24/05/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Affichage : en complément de l'affichage des panneaux d'identification prévus par l'article 4 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 relatif aux exploitations de carrières, un plan de circulation est affiché à l'entrée du site.</p> <p>"Article 4 de l'arrêté du 22 septembre 1994 : L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie ou le plan de remise en état du site peut être consulté."</p> <p>Bornage : les bornes délimitant le pourtour de l'exploitation et de nivellement sont implantées conformément aux dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 relatif aux exploitations de carrières.</p> <p>Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.</p> <p>"Article 5 de l'arrêté du 22 septembre 1994 : Préalablement à la mise en exploitation des carrières à ciel ouvert, l'exploitant est tenu de placer :</p> <p>1° Des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation;</p> <p>2° Le cas échéant, des bornes de nivellement."</p> <p>Réseau de dérivation : le réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation est mis en place conformément aux dispositions de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 relatif aux exploitations de carrières.</p> <p>"Article 6 de l'arrêté du 22 septembre 1994 - (Arrêté du 5 mai 2010, article 4) Lorsqu'il existe un risque pour les intérêts visés à l'article « L. 211-1 du code de l'environnement », un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation est mis en place à la périphérie de cette zone."</p> <p>Accès à la voirie publique : L'accès à la voirie publique est aménagé conformément aux dispositions de l'article 7 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 relatif aux exploitations de carrières.</p> <p>"Article 7 de l'arrêté du 22 septembre 1994 : L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique."</p>
Constats : Visite du 24/05/2022 <p>Le panneau d'affichage à l'entrée de l'exploitation comprend l'identité de l'exploitant, la référence de l'autorisation de 2021, l'objet des travaux et la mairie de Baixas où le plan de remis en état peut être consulté. Un plan de circulation est positionné à l'entrée de l'exploitation.</p> <p>Le plan de bornage n'a pas été modifié du fait de la nouvelle autorisation (même périmètre). L'exploitant montre le plan d'exploitation qui indique les bornes positionnées à chaque changement de direction caractéristique de la limite de l'emprise.</p> <p>La visite sur site n'a pas permis d'identifier les bornes et a constaté la présence d'une clôture constituée de poteaux et fils horizontaux (3) partiellement détériorée (partie nord-ouest de la limite d'emprise).</p>

Un merlon périphérique est présent sur le périmètre de l'installation empêchant toutes les eaux de ruissellement extérieures au site de pénétrer sur l'emprise de la carrière.

L'accès à la carrière est assuré par une voie communale doté d'un rond-point précédant l'accès à la carrière afin d'assurer la sécurité des circulation. L'accès routier est sur les portions étroites régulé par des feux en alternat.

Visite du 01/03/2023

La situation n'a pas évoluée depuis l'inspection de 2022.

L'exploitant précise qu'un géomètre expert a été mandaté pour poser les bornes à chaque point situé sur le plan parcellaire et que le plan de bornage sera transmis à l'inspecteur des installations classées dès réception ; l'intervention du géomètre est prévue sur le 1er semestre 2023.

L'exploitant précise que la mise à jour annuelle du plan topographique du site est réalisé par un relevé photogrammétrique par avion. Dans ce cadre des repères ont été positionnés tout autour de la carrière par le géomètre pour permettre de recalibrer les plans. Cette méthode permet de s'assurer que le périmètre d'autorisation est strictement respecté.

Écart à corriger : le bornage doit être complété et le plan adressé à l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier

Proposition de délais : 4 mois

N° 6 : Notification exploitation (Nouvelle autorisation)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 8.1.2
Thème(s) : Situation administrative, audit
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 24/05/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Doit également joint à la notification de début d'exploitation prévue à l'article 8 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 relatif aux exploitations de carrières :</p> <ul style="list-style-type: none">• l'audit de conformité du site prévu par l'article 9.3.4• les justifications de la remise en état de la plate-formes engins et l'aire de stationnement des engins, de l'aménagement de la tête de forage, de la mise en place des compteurs divisionnaires. <p>"Article 8 de l'arrêté du 22 septembre 1994 - (Arrêté du 5 mai 2010, article 5 et Arrêté du 30 septembre 2016, article 3)</p> <p>La mise en service de l'installation est réputée réalisée dès qu'ont été achevés les aménagements et équipements tels qu'ils sont précisés aux articles 4 à 7, éventuellement complétés par des travaux précisés par l'arrêté d'autorisation.</p> <p>L'exploitant notifie au préfet et au maire des communes concernées la mise en service de l'installation."</p>
Constats : Visite du 24/05/2022 <p>Notification du début d'exploitation : L'exploitant produit l'email en date 14 octobre 2021 avec en pièce jointe la notification de début d'exploitation du 14/10/2021).</p> <p>L'inspection constate la présence de la plateforme, boueuse et un revêtement bitumineux faïencé par endroit. L'aire de stationnement des véhicules n'est pas revêtue.</p> <p>L'aménagement de la tête de forage a été réalisée : élévation de la tête supérieure à 30 cm, dalle supérieure à 3 m², maçonnerie élevée de plus de 1,2 m et capotage métallique.</p> <p>L'exploitant a mis en place des compteurs divisionnaires supplémentaires, les compteurs sont aujourd'hui au nombre de 7 :</p> <ul style="list-style-type: none">- 1 compteur sur forage- 1 compteur AEP- 1 compteur pour l'arrosage des stocks)- 1 arrosage piste primaire- 1 lavage de roue- 2 compteurs pour l'installation de traitement (brumisation et lavage de l'installation) <p>Justifications à produire par l'exploitant :</p> <p>L'exploitant doit fournir les justificatifs (facture...) de la remise en état des aires et stationnement des véhicules.</p> <p>Cf point de contrôle n°24 : les travaux n'ont pas encore été réalisés mais sont programmés.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier
Proposition de délais : 4 mois

N° 7 : Cloture (Nouvelle autorisation)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 8.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, aménagements
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 24/05/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>En complément de la clôture des zones dangereuses prévue par l'article 13 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 relatif aux exploitations de carrières, le pourtour de la carrière est fermé sans discontinuité par une clôture solide et efficace, que l'on ne puisse franchir involontairement (ronces artificielles - câble - grillage... etc.). Les accès et passages seront fermés par des barrières ou portes [...].</p>
Constats : Visite du 24/05/2022 <p>L'exploitant présente le cahier de suivi de l'état de la clôture. Le dernier contrôle qui date du 18/05/2022 n'indique aucune anomalie.</p> <p>L'inspection par sondage a contrôlé la clôture nord-ouest. Une clôture constituée de poteau et 3 fils horizontaux est présente. Un accès à l'angle nord-ouest de l'emprise est condamné par un portail métallique mais 20 à 30 mètres de clôture sont détériorés ; poteau d'angle endommagé et fils coupés.</p> <p>L'exploitant s'engage à réparer la clôture rapidement.</p> <p>Visite du 01/03/2023</p> <p>L'exploitant confirme que le registre de suivi des clôtures est rempli par le chef de carrière après vérification hebdomadaire. Des travaux de reprise de la clôture ont été réalisés. L'inspection consulte le registre (dernières inspections les 17/11/2022, 12/12/2022, 17/01/2023, 14/02/2023) et a contrôlé la clôture par sondage sans relever d'anomalie.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Intégration paysagère (Nouvelle autorisation)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 8.1.6
Thème(s) : Risques chroniques, paysage
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 24/05/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Un merlon paysager est positionné à l'entrée de la carrière afin de masquer l'emprise du site depuis la plaine.</p> <p>La végétalisation du merlon, réalisée avec des essences locales et encadrée par un écologue.</p>
Constats : Visite du 24/05/2022 <p>L'inspection constate un merlon en place et végétalisé sur la limite sud-est (au sud de la voie d'accès). Selon l'exploitant, celui-ci a été végétalisé en 2007 par l'ONF. L'exploitant ne peut justifier de l'intervention d'un écologue pour la végétalisation.</p> <p>Visite du 01/03/2023</p> <p>Cf point de contrôle n°3 : Le bureau d'étude Eco-Med suit la végétalisation du talus (mesure R2.8. Limiter l'apparition d'espèces végétales envahissantes / Précautions relatives aux plantations d'ornement). L'exploitant précise qu'un accompagnement spécifique sur ce talus historique est prévu en 2023 et des travaux de débroussaillage seront réalisés si nécessaire.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Mesures d'accompagnement (Nouvelle autorisation)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 8.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, suivi biodiversité
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 24/05/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant met en œuvre les mesures d'accompagnement, d'évitement et de réduction mentionnées dans la demande d'autorisation, à savoir notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">• A5. Conseil écologique et suivi de l'efficacité des mesures en phase d'exploitation• A6. Maintien d'un éclairage limité• A7. Suivi des rejets canalisés et dépoussiérés de l'installation de traitement des matériaux• A8. Suivi des retombées de poussières dans le voisinage de la carrière• A9. Suivi des émissions sonores de la carrière dans l'environnement• A11. Réalisation des tirs de mines sur une plage horaire fixe• E1.3. Orientation des fronts de dégagement• E2.1. Préservation du micro-talus en bord de piste comportant une station d'Anacycle

<ul style="list-style-type: none"> • E2.2. Préservation des mares temporaires • R2.2. Remise en état coordonnée à l'exploitation • R2.3. Lutte contre les risques de pollution par les hydrocarbures et les produits d'entretien • R2.7. Engagements et outils de management environnemental / Formation et information des intervenants avant travaux • R2.8. Limiter l'apparition d'espèces végétales envahissantes / Précautions relatives aux plantations d'ornement • R2.9. Entretien paysager des merlons périphériques • R2.10. Mise en place de mesures d'abattement de poussières • R2.11. Réduction des émissions sonores dans l'environnement • R2.12. Savoir-faire et expérience du foreur, de la personne chargée du plan de tir et du boutefeu <p>L'exploitant présente un bilan de ces différentes mesures dans le rapport environnement annuel prévu à l'article 9.3.4.</p>
<p>Constats : Visite du 24/05/2022</p> <p>L'exploitant doit pouvoir justifier du respect des mesures A6, A11, E2.1, E2.2, E2.7, R2.7, R2.8.</p> <p>Visite du 01/03/2023</p> <p>L'exploitant apporte les éléments suivants :</p> <p>-A6 : la carrière est exploitée de jour sur la plage horaire 7h - 12h et 13h - 15h ce qui limite les besoins en éclairage. Les éclairages sont limités aux installations de traitement, aux bureaux administratifs et à la base vie (locaux du personnel, atelier, bureau du chef de carrière et parking engins).</p> <p>-A11 : un fichier informatique permet le suivi des tirs de mine (consulté en séance), il précise l'heure de chaque tir de mine.</p> <p>-E2.1 : la station d'anacycle n'a pas été localisée en 2022 par Eco-Med. De nouveaux passages sont prévus au printemps 2023. Si la station est localisée, des barrières en bois et un panneau explicatif seront installés afin d'informer le personnel de la carrière et les intervenants extérieurs.</p> <p>-E2.2 : l'implantation des mares a été décidée avec Eco-med en 2022, les opérations d'aménagement ont été réalisées début 2023 ; une mare temporaire a été visualisée par sondage au cours de la visite de terrain (légère cuvette recouverte d'argile).</p> <p>-R2.7 : des « quarts d'heure Environnement » sont réalisés régulièrement tout au long de l'année afin de sensibiliser le personnel aux enjeux biodiversité.</p> <p>-R2.8 : le suivi des espèces envahissantes est réalisé chaque année dans le cadre du suivi biodiversité de la carrière.</p> <p>Aucun ensemencement n'est réalisé sur les zones remises en état. La reprise naturelle de la végétation endémique est privilégiée.</p> <p>La couche finale est réalisée avec la terre végétale stockée en merlon au sein de la carrière. Tous ces éléments seront repris dans le bilan annuel environnemental 2022 de la carrière.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 10 : Programme de surveillance (Nouvelle autorisation)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 9.1
Thème(s) : Risques chroniques, auto-surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 24/05/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto-surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées. Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en termes de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto-surveillance.</p>
Constats : Visite du 24/05/2022 <p>L'exploitant n'a pas décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.</p> <p>Les articles suivants l'article 9.1 de l'AP du 2 juillet 2021, définissent le contenu minimum de ce programme en termes de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto-surveillance.</p> <p>Visite du 01/03/2023</p> <p>L'exploitant présente le programme de surveillance 2023, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none">- Eau superficielle : Relevé des compteurs d'eau : mensuel – chef de carrière- Contrôle de la qualité des eaux : déshuileur : semestriel – Bureau ARES Contrôle- Eau souterraine- Poussières : Mesures trimestrielles par jauge owen – Atmo Occitanie (pose et dépose des jauges). <p>Campagne 2023 : février – mai –août – novembre</p> <ul style="list-style-type: none">- Vibrations : Mesures à chaque tir de mine – Mesure par le prestataire de Tir SOFITER. Archivage des données sur serveur- Niveaux sonores : Tous les trois ans – dernières mesures 2022- Biodiversité : Passage annuel d'Eco-med- Déchets : Suivi par le chef de carrière et le responsable maintenance – tableau de suivi et Trackdechets <p>L'exploitant précise qu'un programme annuel de surveillance est en cours de mise en place sur l'ensemble des carrières du groupe et présente celui de la carrière de Villeneuve-lès-Maguelone. L'inspection confirme que le programme 2023 pour la carrière de Baixas mérite d'être complétée à</p>

l'identique de la carrière de Villeneuve-lès-Maguelone.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Bilan environnemental (Nouvelle autorisation)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 9.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 24/05/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant adresse au Préfet, au plus tard le 31 mars de l'année suivante, un bilan annuel portant sur l'année précédente et comportant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une synthèse des résultats des mesures réalisées en application du présent arrêté. Ces résultats sont accompagnés, à chaque fois que cela semble pertinent, par une présentation graphique de l'évolution des résultats obtenus sur une période représentative du phénomène observé, avec tous commentaires utiles. Ils sont par ailleurs comparés à la valeur limite applicable ; • un bilan des quantités de matériaux extraites, stockées, traitées dans les installations et qui sont sorties de la carrière ; • un point sur l'état d'avancement de l'exploitation et des remises en état au regard du phasage figurant dans le dossier de demande d'autorisation ; • le bilan des mesures des retombées de poussières dans l'environnement. Rappel des dispositions de l'article 19.8 de l'AM du 22/09/94 : Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation ; • un bilan des mesures d'accompagnement, réduction, évitement ; • tout élément d'information pertinent sur la tenue de l'installation dans l'année écoulée et les demandes éventuelles exprimées auprès de l'exploitant par le public ; • la description et les causes des incidents et des accidents survenus à l'occasion du fonctionnement de l'installation ; • le plan d'exploitation et de remise en état.
Constats : Visite du 24/05/2022 <p>L'exploitant présente le projet de bilan environnemental qui n'a pas été transmis au 31 mars 2022.</p> <p>Visite du 01/03/2023</p> <p>L'exploitant confirme que le bilan environnemental annuel 2022 sera complété avec l'ensemble des éléments demandés par l'article 9.3.3. Il sera envoyé à l'inspecteur des installations classées avant le 31 mars 2023 ; le document est en cours de finalisation, en attente du rapport Atmo-Occitanie sur le suivi de l'empoussièrement.</p> <p>L'inspection rappelle que le rapport doit être adressé sous format électronique.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Bilan consommation d'eau (Inspection 2021 - SMDS4)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 9.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, eau
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 24/05/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Référentiel : Article 9.3.2.5- Prélèvement L'exploitant fait figurer dans le bilan environnement annuel un bilan sur les consommations d'eau par usage et par origine de prélèvement).</p> <p>Écart à corriger suite à l'inspection du 6/05/2021 :</p> <p>L'exploitant doit transmettre l'extrait ou la synthèse du registre ou cahier de suivi dans les trois mois suivant la fin de chaque année civile.</p>
Constats : Visite du 24/05/2022 <p>Le registre de suivi de la consommation d'eau ne précise pas les usages cde l'eau.</p> <p>Visite du 01/03/2023</p> <p>L'exploitant présente le registre des consommations d'eau (sous forme de fichier Excel) qui est complété chaque mois voir chaque semaine en cas d'alerte sécheresse. Ce registre permet de suivre :</p> <ul style="list-style-type: none">- le prélèvement sur le forage,- le prélèvement sur le réseau,- la consommation pour l'arrosage des stocks- la consommation pour l'arrosage du primaire- la consommation pour le laveur des roues- la consommation pour le lavage des installations- la consommation pour la brumisation de l'installation- la consommation pour l'utilisation de l'arroseuse.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Eaux domestiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 4.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, eau
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 24/05/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Les eaux usées sanitaires sont traitées dans des dispositifs d'assainissement autonome conforme à la réglementation en vigueur.</p> <p>L'exploitant est en mesure de justifier de la conformité du dispositif utilisé.</p>
Constats : Visite du 24/05/2022 L'attestation de conformité du dispositif d'assainissement n'a pas été présenté. Visite du 01/03/2023 L'exploitant présente les attestations de conformité rédigées par le Service Public d'Assainissement Non Collectif des PO (SPANC66) pour : <ul style="list-style-type: none">- le système autonome de la bascule daté du 29/09/2017 ;- le système d'assainissement des bureaux administratifs daté du 27/02/2023 (système de traitement entièrement repris en février 2023 pour permettre sa mise en conformité).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Inventaire produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 7.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 24/05/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R231-53 du code du travail. Les incompatibilités entre les substances et préparations, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tiennent compte. L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour. Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours.</p>
Constats : Visite du 24/05/2022 <p>L'exploitant a identifié l'ensemble des produits dangereux sur le site et dispose des FDS associés. L'exploitant ne dispose pas de l'inventaire du stock des produits détenus.</p> <p>Visite du 01/03/2023</p> <p>L'exploitant présente le tableau informatique de suivi des matières dangereuses qui est renseigné par le responsable maintenance chaque mois.</p> <p>Les matières dangereuses sont liées à l'entretien et l'utilisation des engins (huiles, graisses, lubrifiants, AD-Blue, carburant).</p> <p>L'inspection indique que le fichier devrait également mentionner l'état physique des produits.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Contrôle de l'étanchéité des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 7.6.1
Thème(s) : Risques chroniques, eau
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 24/05/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation. [...]</p>
Constats : Visite du 24/05/2022 la consigne récapitulant l'ensemble des contrôles à effectuer par l'exploitant, notamment concernant l'étanchéité des dispositifs de rétention, n'a pas pu être présentée. Visite du 01/03/2023 L'exploitant présente le registre de suivi des rétentions et la consigne des vérification à effectuer par le chef de carrière (1ère page du registre). Cette consigne précise en particulier les vérifications à effectuer pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service, après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Données météorologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 9.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, météorologie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 24/05/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>La direction et la vitesse du vent, la température, et la pluviométrie sont enregistrées conformément aux dispositions de l'article 19.8 de l'AM du 22/09/1994.</p> <p>article 19.8 de l'APMG du 22/09/1994 :</p> <p>Pour les installations de carrières, soumises à un plan de surveillance des émissions de poussières en application du premier alinéa du paragraphe 19.5 du présent arrêté, la direction et la vitesse du vent, la température, et la pluviométrie sont enregistrées par une station de mesures sur le site de l'exploitation avec une résolution horaire au minimum.</p>
Constats : Visite du 24/05/2022 <p>Le jour de la visite la station météorologique n'est pas installée, l'exploitant indique qu'il va installer la centrale dans les jours suivants.</p> <p>Visite du 01/03/2023</p> <p>L'exploitant confirme que la station météorologique est en place au niveau du bureau du chef de carrière.</p> <p>Au cours de la visite l'inspection a :</p> <ul style="list-style-type: none">- visualisé la station et l'affichage des informations,- vérifié que la direction et la vitesse du vent, la température, et la pluviométrie avec une résolution horaire au minimum sont enregistrées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Gestion et suivi des zones de stockage – suivi déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 07/06/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés.</p>
Constats : Visite du 07/06/2022 L'inspection constate que : <ul style="list-style-type: none">- l'exploitant ne dispose pas de données précises sur les déchets produits par l'extraction. Celles-ci sont extrapolées de la production.- les quantités de déchets stockées, évaluées par le PGD, ne sont pas cohérentes avec les productions de déchets annoncées par l'exploitant.- l'exploitant ne dispose d'un registre de suivi précisant les quantités et les caractéristiques des matériaux stockés. Visite du 01/03/2023 L'exploitant présente le tableau de suivi annuel qui a été mise en place. Il répertorie les différents déchets produits tout au long du process de fabrication selon la codification : <ul style="list-style-type: none">- Déchet du primaire (01 04 08/09)- Déchet gisement (01 01 02)- Déchet fillers (01 04 10) Ce tableau permet de comptabiliser le tonnage des déchets mis en verse, valorisés et de connaître le taux de valorisation. Les caractéristiques des déchets ne sont pas modifiées dans le process de fabrication. Le process ne fait pas intervenir de produits hormis de l'eau en brumisation pour l'abattage de poussières. Les volumes de déchets ont été réévalués dans le PGD mis à jour en juillet 2022. L'exploitant précise que les déchets inertes externes sont suivis séparément par le fichier RNDTS (Registre National des Déchets, Terres Excavées et Sédiments) qui identifie les date / code déchet / n° bordereau / quantité mensuelle...
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : Gestion et suivi des zones de stockage – Localisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 07/06/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.</p>
Constats : Visite du 07/06/2022 <p>L'exploitant ne dispose pas d'un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes pour chaque type de déchet.</p> <p>Visite du 01/03/2023</p> <p>L'exploitant confirme que le relevé topographique a été mis à jour en décembre 2022 et qu'ils sont en attente du document. Ce plan matérialisera l'avancée des zones de stockage temporaires et/ou définitive.</p> <p>Ce plan sera joint au rapport d'activité.</p> <p>Dans l'attente les localisations des zones de stockage ont été reportées manuellement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 19 : Plan de gestion des déchets – nature et quantité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 07/06/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
Constats : Visite du 07/06/2022 <p>L'inspection constate que les quantités par type de déchets prévues dans le Plan de Gestion des Déchets (PGD) ne sont pas cohérentes avec les données d'exploitation indiquées par l'exploitant. Elles sont minimisées pour les déchets 01 04 08, 01 04 09, 01 01 02 et à préciser pour le déchet 01 04 10, au regard de la valorisation actuelle à 100 % de ce déchet.</p> <p>Visite du 01/03/2023</p> <p>Le plan de gestion a été mis à jour en juillet 2022. L'exploitant confirme que les quantités de déchets ont été réestimés sur la base des 2 dernières années de production (cf tableau § 2.3 du PGD).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 20 : Plan de gestion des déchets – mesures de prévention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 07/06/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <p>-en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;</p>
Constats : Visite du 07/06/2022 <p>Un tableau synthétique (page 8 du Plan de Gestion des Déchets) précise les impacts environnementaux attendus (sol, air, eau santé).</p> <p>Les mesures préventives prises par l'exploitant pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement sont celles adoptées sur la carrière pour l'exploitation des minéraux (poussières, stabilité, eau...).</p> <p>Le plan de gestion des déchets s'appuie, pour les impacts sur l'environnement et la santé humaine des dépôts des déchets, sur l'étude d'impact de 1990. Celle-ci n'est plus d'actualité puisque une nouvelle étude d'octobre 2020 a été jointe au dossier de renouvellement de 2020 !</p> <p>Visite du 01/03/2023</p> <p>Le plan de gestion a été mis à jour en juillet 2022. Il comprend un tableau en annexe précisant l'impact potentiel sur l'eau, le sol, l'air la santé, les moyens de prévention, les procédures de contrôle et de surveillance.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 21 : Plan de gestion des déchets – traitement des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 07/06/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">-la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;-la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
Constats : Visite du 07/06/2022 <p>L'exploitant doit modifier son plan de gestion des déchets afin de le rendre conforme à l'exploitation actuelle, en actualisant :</p> <ul style="list-style-type: none">-la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;-la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ; <p>Visite du 01/03/2023</p> <p>Le plan de gestion a été mis à jour en juillet 2022.</p> <p>Il comprend un tableau en annexe précisant les codes déchets, la caractéristique des déchets, les conditions d'exploitation générant le déchet, les quantités stockées, la durée de stockage, l'appréciation sur la stabilité.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 22 : PC1 – Aire de ravitaillement et d'entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1.I
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.
Constats : La carrière dispose d'une plate-forme engins utilisée pour les opérations d'entretien, de ravitaillement des engins mobiles et de parking des engins. Cette plate-forme est reliée à un décanteur déshuileur dont le rejet s'effectue dans un bassin de rétention / infiltration dimensionné pour récupérer toutes les eaux pluviales de la zone. L'exploitant précise qu'historiquement ce bassin n'a jamais été à l'origine d'un rejet par le trop plein de surverse. L'exploitant indique que suite aux constats de vieillissement de la plate-forme effectués lors des précédentes inspections, des travaux sont prévus sur la dalle étanche à savoir : <ul style="list-style-type: none">- l'agrandissement de la dalle des parkings devant les bureaux du chef de carrière ainsi qu'autour du décanteur déshuileur ;- la création d'un canal de récupération des eaux de la dalle étanche afin de collecter les eaux jusqu'au décanteur déshuileur ;- raccordement de la dalle au décanteur déshuileur. L'exploitant précise que des travaux vont être réalisés au printemps 2023. Cette échéance est liée au planning de production très élevé jusqu'à fin mars 2023 (fin d'approvisionnement du chantier du port de Port la Nouvelle). L'exploitant présente le devis de la société Batiment Erdogan concernant : <ul style="list-style-type: none">- la réalisation de dalle en béton pour parking, 5m x 10m ;- la réalisation de canal en béton 38 ml x 1,20 m x 1,20 m. L'inspection note que la plate-forme n'est pas entourée par un caniveau. Écart à corriger : la plate-forme engins doit être mise en conformité avec les dispositions de l'arrêté ministériel et de l'arrêté préfectoral.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier
Proposition de délais : 4 mois

N° 23 : PC2 – Stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1.II
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité des réservoirs associés. Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 litres..
Constats : Les produits dangereux ou polluant présents sur la carrière correspondent : <ul style="list-style-type: none">- aux produits utilisés pour l'entretien des engins (huiles, lubrifiants, ...),- aux stockages d'huiles, d'huiles usagées, filtres à huiles,- à un réservoir d'hydrocarbures double enveloppe de 200 l de secours. Ces produits sont stockés dans l'atelier, dans un local attenant à l'atelier et un espace couvert sur des rétentions adaptées au type de produit et suffisamment dimensionné. Les différentes rétentions ont été visualisées par sondage lors de la visite de terrain. L'exploitant présente le registre de contrôle des différentes cuvettes de rétention.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 24 : PC3 – Élimination

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1.III
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.
Constats : L'exploitant confirme que : <ul style="list-style-type: none">- il n'y a pas eu d'incident récent ayant entraînés une pollution nécessitant une récupération de déchets ;- les déchets dangereux (chiffons souillés, huiles usagées, eau de nettoyage souillées lors du nettoyage de séparateur d'hydrocarbures, DEEE, etc.) sont récupérés et éliminés par un opérateur agréé (CHIMIREC SOCODELI lors des derniers enlèvements). L'exploitant confirme utiliser la plateforme numérique Trackdéchets, développée par le Ministère de la Transition Écologique qui permet de dématérialiser la traçabilité des déchets dangereux (plateforme consultée en séance).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.2.3 I
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>.Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ; - la température est inférieure à 30 °C ; - les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NF T 90 105) ; - la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (D.C.O.) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NF T 90 101) ; - les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NF T 90 114). <p>Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.</p> <p>Ces valeurs doivent être compatibles avec les objectifs de qualité du milieu récepteur, les orientations du schéma d'aménagement et de gestion des eaux et la vocation piscicole du milieu. Elles sont, le cas échéant, rendues plus contraignantes.</p> <p>L'arrêté d'autorisation peut, selon la nature des terrains exploités, imposer des valeurs limites sur d'autres paramètres.</p> <p>La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.</p>
<p>Constats : cf points de contrôle n°4.</p> <p>Les conditions de rejet sont précisées au chapitre 4.3 de l'arrêté d'autorisation. La carrière n'étant pas à l'origine de rejet régulier dans le milieu, aucune périodicité n'est imposée pour le contrôle des rejets aqueux par l'arrêté d'autorisation (article 9.2.1).</p> <p>L'exploitant confirme qu'une analyse de la qualité des eaux en sortie du séparateur d'hydrocarbure est prévue annuellement.</p> <p>Des dépassements sont enregistrés sur les MES liés à la méthode de prélèvement (après lavage à la lance de la plateforme), mais le rejet s'effectuant dans un bassin de rétention ce dépassement est sans conséquence.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 26 : Plan de circulation des eaux de ruissellement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2021, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets des eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un plan de circulation des eaux de ruissellement est établi par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et daté. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le plan doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none">• les secteurs collectés et les réseaux associés• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)• les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
Constats : L'exploitant précise que le plan des réseaux prévu à l'article 4.2.2 de l'arrêté d'autorisation est repris sur le plan d'exploitation mis à jour annuellement. L'inspection note que les écoulements du pluvial sont précisées mais ce plan ne comprend pas les informations demandées à l'article 4.2.2. Écart à corriger : réaliser le plan des réseaux qui doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none">• les secteurs collectés et les réseaux associés• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)• les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier
Proposition de délais : 4 mois

N° 27 : PC5 – Émissaires

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.2.3 II
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le ou les émissaires sont équipés d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement.
Constats : cf points de contrôle précédent : la carrière n'est pas à l'origine d'un rejet d'effluent dans un cours d'eau. Les eaux sont dirigées vers les fosses ou vers un bassin de rétention à l'entrée de la carrière. Le site ne dispose pas de ce fait d'un canal de mesure de débit. Pour surveiller le respect des valeurs limites sur les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, les prélèvements sont réalisés en sortie du décanteur.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 28 : PC6 – Arrêté d'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.2.3 III
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'arrêté d'autorisation précise le milieu dans lequel le rejet est autorisé ainsi que les conditions de rejet. Lorsque le rejet s'effectue dans un cours d'eau, il précise le nom du cours d'eau, ainsi que le point kilométrique du rejet. Il fixe la fréquence des mesures du débit et des paramètres à analyser.
Constats : L'article 4.2.1 de l'arrêté d'autorisation précise que "Sauf en cas de pluie d'occurrence exceptionnelle, supérieur à la décennale, le site n'est pas à l'origine de rejet vers le milieu extérieur superficiel." L'article 4.3.1 de l'arrêté d'autorisation précise que "Les eaux pluviales intérieures tombant sur les zones en exploitation, les stocks et les infrastructures sont canalisées et collectées au sein de la fosse d'extraction ou de bassins d'infiltration. La capacité de stockage, quel que soit le phasage d'exploitation, est suffisante pour pouvoir y stocker la totalité des eaux lors d'une pluie d'occurrence décennale."
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet